

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Démêler les divers ordres du jour de la CM8

Rien de concret n'a émané des premiers pourparlers qu'ont tenus des ambassadeurs du G8 au sujet de ce qu'il faut faire du Cycle de Doha lors de la conférence ministérielle (CM8) de décembre et par la suite. La réunion a permis de mettre en évidence le fossé qui se creuse de plus en plus entre les pays développés et les pays en développement au sujet de la voie à suivre : les membres devraient-ils ou non changer le mandat afin de réduire l'ambition du Cycle de Doha ou devraient-ils abandonner l'engagement unique en parvenant à un accord à l'emporte-pièce. Cependant, bien que l'on n'ait pas dégagé de consensus sur la façon d'aller de l'avant, les pourparlers ont néanmoins montré que les États-Unis sont davantage disposés à abandonner leur position antérieure qui réclamait la mort effective du Cycle. L'USTR adjoint et ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC est désormais prêt à examiner les options pour poursuivre les négociations en 2012.

Réunion des hauts fonctionnaires du G11

Les ambassadeurs du G11 (Australie, Argentine, Brésil, Canada, Chine, UE, Inde, Japon, Maurice, Afrique du Sud et États-Unis) ont commencé leur réflexion sur les prochaines étapes du PPD le 20 septembre.

La réunion d'une journée entière a principalement porté sur la façon d'éviter de saper la crédibilité de l'OMC, qui pourrait être profondément touchée si les ministres ne parviennent pas à relancer les négociations lors de la conférence ministérielle (CM8) du 15 au 17 décembre.

Comme l'on s'y attendait, la réunion s'est transformée en affrontement entre les pays développés et les pays en développement. L'Australie a proposé un processus selon trois axes, dans le cadre duquel les membres continueront d'envisager de produire quelque chose pour les pays les moins avancés, mais songeront également à travailler sur d'autres sujets afférents à l'élaboration de règles et laisseront de côté des éléments clés de la question de l'accès aux marchés, et entreprendront finalement un travail parallèlement aux points ayant trait à Doha en abordant des secteurs plurilatéralement.

Cette idée a également recueilli le soutien du fonctionnaire de l'UE qui, à l'instar de son homologue australien, ne croit pas que de déclarer que le Cycle est un échec ou de suspendre les négociations soit acceptable. Si l'on mettait effectivement fin au Cycle ou qu'on essayait de maintenir le statu quo, on saperait la crédibilité de l'OMC, dans un cas comme dans l'autre. « Nous ne pouvons élaborer un nouveau mandat », a déclaré le représentant de l'UE, ajoutant que l'inertie ne débouchera pas sur un organisme qui fonctionnera bien. Par conséquent, les membres n'ont d'autre choix que de prendre appui sur ce qui a été réalisé jusqu'à présent, tout en étant réalistes et pragmatiques au sujet de ce qu'il est possible de faire.

L'année 2012 sera marquée au coin de la transition, a déclaré le représentant de l'UE, mais il faudra la gérer soigneusement en maintenant un certain niveau d'activité, que ce soit en examinant quelques sujets sans ambition et non conflictuels afférents à l'accès au marché, à l'intérieur et à l'extérieur du Cycle de Doha, comme les Accords sur les marchés publics (AMP).

Cependant, les pays en développement n'étaient pas particulièrement enthousiasmés par la proposition australienne. Les économies émergentes (Brésil, Chine, Inde et Afrique du Sud) en particulier défendaient fermement la nécessité de maintenir à la fois le mandat et l'engagement unique.

L'Inde a déclaré qu'elle ne croit pas en une récolte hâtive, dans le cadre de laquelle on s'entendrait sur des questions comme la facilitation des échanges ou les sujets liés aux règles avant le reste. Les règles, a déclaré l'Inde, sont en fait synonyme d'accès aux marchés.

Maurice a concouru, prétendant que si l'on s'entend sur les règles, on créera effectivement un déséquilibre entre les règles et l'accès aux marchés. Il s'impose de conserver l'engagement unique, tout comme de maintenir l'équilibre.

L'Afrique du Sud a rappelé aux ambassadeurs que le monde a effectivement changé, et la crise de 2008 en est en grande partie responsable. Par conséquent, il est devenu de plus en plus difficile d'ouvrir les marchés plus rapidement et plus largement. Ce point de vue est également partagé par le Brésil, pour lequel les choses les plus importantes sont d'éviter de jouer à attribuer la faute et de préserver la crédibilité de l'OMC. Les questions afférentes à l'accès aux marchés ne seront pas réglées en 2012. En théorie, a déclaré le Brésil, les pays ont des échanges commerciaux en période de crise. Cependant, cette théorie est loin de la réalité politique, a-t-il ajouté.

La seule idée qui semble recueillir le plus de soutien concernait les pays les moins avancés (PMA). L'Australie, l'UE et Maurice conviennent avec l'Afrique du Sud qu'il faudra présenter une sorte quelconque de forfait des PMA en décembre.

Les États-Unis ont déclaré qu'ils n'y étaient pas entièrement opposés, mais ont exhorté les ambassadeurs du G11 à faire preuve de créativité et d'élaborer un forfait modique, qui ne comporte pas les éléments de discorde qui avaient précédemment été considérés comme forfait PMA-plus (coton, franchise de droit et absence de contingent et déclaration de dérogation à l'égard des services pour la plupart).

Entre-temps, le Canada a proposé un « pacte de non-agression », au terme duquel les membres se montreront disposés à débattre des questions actuelles et nouvelles en 2012.

La réunion s'est terminée sans que l'on parvienne à un consensus sur le programme de travail de 2012. Les membres ne sont toujours pas sûrs de ce qui sera servi aux ministres à la CM8. « Maintenant, la tentation consiste à essayer de « gérer » la CM8 du mieux que l'on peut », a déclaré un fonctionnaire qui a assisté à la réunion.

La réunion était la première de plusieurs réunions de hauts fonctionnaires qui se tiendront au cours des prochains mois aboutissant à la CM8.

Prochains événements

- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 29 septembre et novembre 2011
- Conseil général de l'OMC, 12-13 octobre et 1^{er}-2 décembre 2011
- Sommet du G-20, 3-4 novembre 2011, Cannes
- Conférence ministérielle de l'APEC, 11 novembre 2011
- Conférence ministérielle de l'OMC (CM8), 15-17 décembre 2011

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada